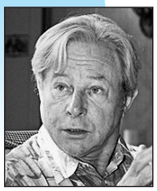
Numéro 2 juin 2010

De la déception à l'espérance



Il n'y aura finalement pas d'Assises de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) à Lausanne en octobre prochain. Notre comité avait imaginé un programme très riche… même Micheline Calmy-Rey avait donné son accord pour participer à la manifestation d'ouverture.

Il a, en effet, fallu se faire une raison. La convocation d'Assises 2010 à Rabat faisait de l'ombre à notre projet. D'autre part, la situation économique, le peu de temps à disposition, les exigences du Secrétariat de Paris rendaient l'exercice difficile. Comment trouver 350 000 euros? C'est à ce moment que la Confédération nous informa brutalement du retrait des 200 000 francs promis, se refusant à financer un 2e congrès international! La déception s'est non seulement fait sentir lors des séances au Maroc, mais également au sein du comité de l'Association suisse des journalistes de langue française.

Nous avons décidé de ne pas baisser les bras. Nous œuvrons sur un projet plus modeste et novateur lancé par Jean-Marie Vodoz, président d'honneur de l'UPF. Une vingtaine de journalistes chevronnés d'Amérique, d'Europe et d'Afrique seront invités durant trois jours à confronter leurs expériences sur les grandes préoccupations actuelles de notre profession. Un observatoire contrôlant le plurilinguisme dans les organisations internationales pourrait voir le jour à l'occasion de cette première rencontre baptisée «Cercle de journalistes francophones».

Autre événement annoncé: la tenue d'un Comité international de l'UPF. Jean-Pierre Molliet contribue, avec Georges Gros, à l'organisation de deux journées qui auraient notamment pour but la mise en place de nouvelles structures et la nomination des dirigeants de l'UPF. L'année du 60e anniversaire… un nouvel envol pour la presse francophone internationale… à partir de la Suisse!

Daniel Favre, président ASJLF

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

Le Conseil des Etats force la main au Gouvernement

Un Monsieur Plurilinguisme au Palais fédéral

Les banderilles posées ces dernières années sous la Coupole fédérale, en matière de politique linguistique, par les élus Didier Berberat, Jean-Claude Rennwald, Dominique de Buman et consorts ont eu pour effet une prise de conscience du landerneau politique helvétique. Avec pour conséquence l'adoption, le 4 juin dernier, par le Conseil fédéral, de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les langues. Parmi les nouveautés: l'engagement d'une douzaine de traducteurs afin qu'en fonction du principe de la «compréhensibilité», chaque employé de la Confédération – fît-il partie de la minorité francophone ou italophone – puisse travailler dans sa langue à Berne. Le second principal élément de ce texte: la création d'un poste de délégué au plurilinguisme.

Vingt fois sur le métier…

C'est un véritable camouflet qui a été infligé au Conseil fédéral qui, après s'être vu imposer une loi sur les langues qu'il a toujours combattue, a encore été désavoué par le Conseil des Etats. Les sénateurs ont massivement accepté le postulat de leur collègue socialiste jurassien Claude Hêche demandant que des mesures concrètes et immédiates soient prises pour renforcer le plurilinguisme au sein de l'administration fédérale. Avec à la clé la nomination d'un Monsieur Plurilinguisme.

«Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.» Les politiciens latins ont fait leur cet adage populaire puisque les interventions parlementaires se sont multipliées avant que saute le verrou.

Dernier exemple en date: dépôt, le 23 novembre 2009, du postulat de Claude Hêche demandant la création d'un poste de «préposé fédéral» visant la promotion du plurilinguisme. Le Conseil fédéral en propose le rejet le 17 février 2010. En séance plénière, le 17 mars, la chambre des Cantons désavoue le Gouvernement en soutenant le postulat.

Claude Hêche explique les raisons de sa démarche…

«Mon postulat part d'un simple constat. On ne dénombre dans l'administration fédérale qu'une dizaine de Romands (12%), 3 Tessinois (3%) et aucun Romanche pour un total de 80 postes-clés. D'autre part, cinq des sept départements affichent un quota de Latins inférieur aux 25% que représentent les francophones, les italophones et les Romanches dans la population suisse.»

… et de son succès

«La représentation des minorités linguistiques est une question sensible qui va dans le sens d'une garantie de notre diversité culturelle: il ne peut y avoir de diversité culturelle si on ne donne pas une place équitable aux minorités linguistiques de notre pays, tout particulièrement au sein de l'administration fédérale.»

L'exemple canadien

«La Confédération n'a de loin pas épuisé les possibilités pour promouvoir le plurilinguisme. Au Canada, par exemple, l'ancrage législatif de la promotion du bilinguisme dans les administrations, ainsi que la mise à disposition des ressources adéquates ont permis le développement d'une panoplie de mesures. Celles-ci sont soutenues par des campagnes d'information, et par une unité spécifique rattachée du département des ressources humaines. Depuis l'instauration de ce programme, une nette hausse de fonctionnaires francophones a été observée. Ma démarche tend à parvenir à un objectif identique.».

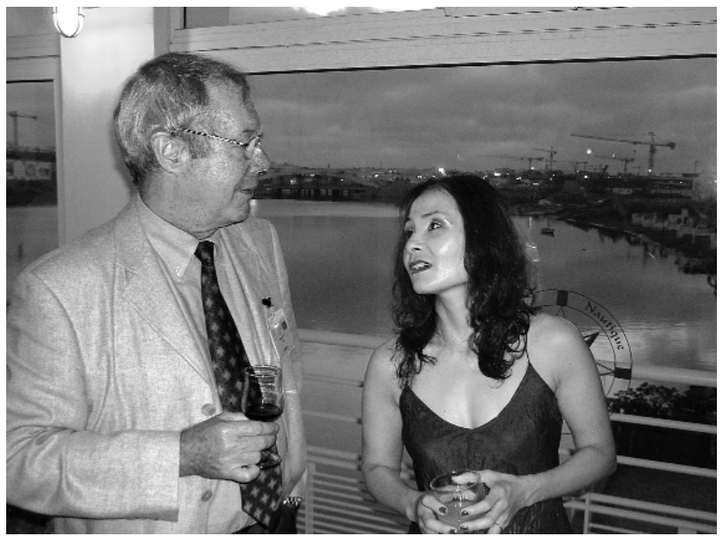
Jean-Pierre Molliet

Claude Hêche: «Avec ses quatre langues nationales, la Suisse est a priori le pays d'Europe le mieux armé pour valoriser le plurilinguisme au sein de son administration. Toutefois, la réalité qui domine aujourd'hui est que cet avantage est galvaudé par une action politique insuffisante.»

Rabat: 42es Assises de l'Union de la presse francophone

La responsabilité politique et sociétale des médias

Les 42es Assises de l'Union internationale de la presse francophone, réunies à Rabat du 1er au 4 juin 2010, avaient pour thème «La responsabilité politique et sociétale des médias». Vaste programme, aurait pu dire le général de Gaulle, d'autant que d'emblée certains orateurs ont abandonné le néologisme «sociétale» pour parler de responsabilité «sociale», ce qui allait sans doute au-delà des ambitions des organisateurs eux-mêmes. Lors de la première séance destinée à introduire le thème, le modérateur Jean Kouchner a souligné que la principale responsabilité des journalistes est la transmission de l'information et que les médias ne sont pas une marchandise comme les autres, ce qui paraît aller de soi mais qui gagne à être répété dans un contexte de marchandisation croissante de la presse. Le président de la section française de l'UPF, Jean Miot, ancien patron du Figaro et de l'AFP, avait auparavant dénoncé les atteintes des dictatures de tous bords à la liberté de la presse. D'aucuns dans le public se sont demandé s'il faisait également allusion à la dictature de l'argent, à l'heure où les «marchés» terrorisent des pays entiers tels que la Grèce et l'Espagne…



Les Assises sont propices aux contacts et échanges entre délégués. Philippe Stroot de Genève s'entretient avec la correspondante du journal Le Courrier du Vietnam. (Photo Molliet)

Qu'est-ce que la liberté de la presse?

Lors de la séance suivante, consacrée à l'exemple du Maroc, pays hôte des Assises, les exposés et les débats ont porté sur les notions de liberté de la presse (s'agit-il de la liberté des journalistes d'écrire ce qu'ils veulent ou plutôt de celle des dirigeants d'entreprise de communication de véhiculer les idées qui leur conviennent?) et d'indépendance des médias. L'impression d'ensemble donnée par les divers exposés est que le qualificatif «indépendant» serait synonyme de «privé» et qu'une radio ne saurait être qualifiée de «libre» que si elle ne relève pas du service public. L'un des orateurs, représentant les éditeurs, a ainsi affirmé que des «entreprises de presse suffisamment capitalisées et socialement responsables constituent une garantie d'indépendance», ajoutant que les médias sont «l'affaire des professionnels et pas des pouvoirs publics ou de l'Etat». Peu importe donc que les Etats puissent être démocratiques et représentatifs, ce qui leur confère une légitimité dont sont dépourvues les entreprises privées, non démocratiques par essence puisque leurs dirigeants ne sont pas élus.

Haro sur l'Etat

Cette orientation générale «antiétatique» est apparue comme une constante de la quasi-totalité des exposés soumis à la réflexion des participants à ces 42es Assises. C'est ainsi que Loic Hervouet, intervenant parisien récurrent de ces rencontres annuelles, a qualifié de «dangereux» le contrôle étatique, au prétexte que l'Etat ne serait pas impartial, concédant toutefois que «les actionnaires et propriétaires peuvent ne rechercher que la rentabilité» et que «leur intérêt n'est pas toujours convergent avec celui du public». Pour sa part, Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal *Le Monde* et donc responsable avec Alain Minc et Edwy Plenel de l'état actuel de ce «grand journal du soir», a affirmé, en référence à la chute du mur de Berlin, que «les médias jouaient un rôle émancipateur». Un contradicteur lui a demandé alors si ce rôle s'arrêtait aux portes de l'Amérique latine, dont les dirigeants démocratiquement élus qui s'efforcent d'émanciper leurs peuples, en particulier les populations indigènes, ne suscitent guère l'enthousiasme des grands médias occidentaux, qui ont plutôt tendance à les dénigrer systématiquement. Citant les chaînes de télévision internationales créées récemment pour faire pièce à CNN, Colombani avait d'ailleurs mentionné Al Jazira, France 24 et la BBC, sans citer Telesur, chaîne lancée par une dizaine de pays latino-américains et dont l'audience est croissante dans toute la région. Volontaire ou non, l'omission semblait pour le coup assez significative… Censé lui donner la réplique, Jacques Pilet, journaliste à *L'Hebdo* et membre de la direction du groupe Ringier, seul Suisse invité en tant qu'orateur à ces Assises, s'était malheureusement fait excuser pour raison de santé, ce qu'ont déploré tous ceux qui auraient souhaité sortir un peu du débat franco-français ou franco-africain.

Figaro-ci, Figaro-là

Ce n'est certes pas le directeur général du Figaro, Francis Morel, qui allait rétablir l'équilibre. Ceux qui l'auraient confondu avec son quasi-homonyme François Morel, humoriste mordant qui tient une chronique régulière à France-Inter, ont vite su à quoi s'en tenir. Au lieu de traiter de la responsabilité politique et sociétale des médias, le patron du Figaro s'est attaché à faire la promotion de son journal, paré de toutes les qualités, en se livrant au passage à une attaque en règle et appuyée contre le «journalisme citoyen», accusé de marcher sur les plates-bandes des médias établis. S'il est compréhensible que cette concurrence l'agace sur le plan commercial, plus étonnant était l'argument avancé, à savoir que ce journalisme citoyen donne de l'information brute, donc «sans valeur» car non mise en perspective ni formatée. Certains professeurs en journalisme du passé, qui insistaient sur la différence nécessaire entre les faits bruts et le commentaire, ont dû se retourner dans leur tombe… Le président de la Cour constitutionnelle du Bénin ayant fait le point sur les questions d'éthique et de déontologie en Afrique, la parole a été donnée au seul orateur à se placer en porte à faux par rapport à la tendance générale des débats.

A contre-courant

Aymeric Chauprade, rédacteur en chef de la *Revue française de géopolitique*, s'en est pris vivement, en effet, à l'attitude des grands médias occidentaux, surtout français, en matière de politique internationale. Il a dénoncé un parti pris systématique en faveur des amis des Etats-Unis d'Amérique, et donc une hostilité symétrique à l'égard de leurs adversaires ou de tous ceux qui leur résistent. Donnant comme exemple l'attitude permanente de dénigrement de la Russie et de la Chine, il s'est étonné au passage de l'affection que portent les médias occidentaux au dalaï-lama, représentant du régime théocratique obscurantiste et féodal qui a sévi au Tibet avant la révolution chinoise. Il a fustigé également l'attitude de ces mêmes médias, pour qui certains sujets sont tabous, comme la version officielle des attentats du 11 septembre ou le comportement d'Israël, tandis qu'ils n'hésitent pas à heurter des cultures différentes en insultant le prophète Mahomet ou d'autres figures religieuses pour prouver à bon compte leur indépendance.

Aymeric Chauprade a récemment été mis à la porte du Collège interarmées de défense de Paris, où il enseignait depuis des années, pour avoir seulement osé évoquer d'autres hypothèses d'explication des événements du 11 septembre. Il a certes gagné ensuite un procès contre le ministre français de la Défense, mais dans l'indifférence générale de la quasi-totalité des grands médias. Il a donc eu beau jeu de dénoncer l'hypocrisie et l'arrogance de ces mêmes médias, par ailleurs si prompts à donner des leçons de démocratie et de liberté de la presse au reste du monde. Les applaudissements nourris et prolongés qui ont ponctué son exposé ont montré qu'il avait touché un point sensible pour une grande partie de l'auditoire. Ce qui n'a pas empêché certains participants français d'attaquer violemment ce conférencier en aparté, le traitant de fasciste, de révisionniste ou de pire encore, démontrant ainsi les limites de la liberté d'expression dans l'esprit même de ceux qui en parlent le plus.

En conclusion, même s'ils n'ont pas permis de résoudre aussi peu que ce soit les problèmes que connaissent actuellement les médias, les exposés et les échanges qui se sont déroulés dans le cadre de ces 42es Assises de la presse francophone ont certainement permis aux intervenants et aux participants de réfléchir à des questions importantes et d'en débattre librement. Si la responsabilité politique et sociétale (et sociale!) des médias est incontestable, nul ne détient de recette miracle quant à ce qu'elle doit être et comment elle doit s'exercer. La question restera posée longtemps encore.

Philippe Stroot

Journalistes tués dans l'exercice de leur fonction

Appel de l'Unesco

La Presse Emblème Campagne (PEC) s'est jointe à l'appel lancé par l'Unesco pour observer une minute de silence dans les rédactions du monde entier à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse du lundi 3 mai dernier.

Jusqu'ici, depuis le début de cette année, 38 journalistes ont été tués, et plus de 400 depuis juin 2006, en moyenne cent par année. Le mois d'avril a été le témoin d'une augmentation dramatique du nombre de victimes, avec 15 journalistes tués, un tous les deux jours.

Depuis le début de l'année, le pays le plus dangereux est le **Honduras** (sept tués) avec le **Mexique** (sept tués également), devant la **Colombie** (3), le **Pakistan** (3) et le **Nigeria** (3).

L'Unesco a lancé un appel pour une minute de silence pour la première fois cette année, à l'occasion de la Journée de la liberté de la presse, «afin de dénoncer l'assassinat des journalistes et de demander la fin de l'impunité» des auteurs de ces crimes.

Le journaliste italien Roberto Saviano, condamné à mort par la mafia, déclarait, le mois dernier, lors d'une conférence sur le journalisme d'enquête à Genève, que la communication est essentielle pour la protection des journalistes, de même que l'attention internationale.

Roberto Saviano a souligné que les journalistes locaux qui manquent de visibilité internationale sont les plus exposés et a souhaité la création d'une «Internationale des journalistes».

Le journaliste italien vit sous la menace constante d'être tué par la mafia et doit être protégé par sept gardes du corps en raison de son livre sur la camorra napolitaine *Gomorra*, publié en 2006.

La PEC espère que tous les Etats membres de l'ONU suivront l'appel de Roberto Saviano pour porter ce grave problème à l'attention internationale lors du débat spécial que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU y consacrera en juin.

La PEC a démarré, il y a six ans, son action pour développer un réseau de journalistes sur le plan international dans le but d'élaborer une convention renforçant la protection des employés des médias dans les zones de conflit et de violences internes. Elle invite d'autres à se joindre à ce mouvement.

(PEC)

Liste des victimes sur
www.pressemblem.ch

15e Semaine de la langue française

Sortie du livre de J.-M. Vodoz

De Lugano à Genève, de Saint-Gall à Sion, la 15e Semaine de la langue française s'est déroulée en mars dernier avec au compteur une septantaine de manifestations. Lors de la cérémonie d'ouverture tenue à l'Hôtel Du Peyrou, à Neuchâtel, Jean-Marie Vodoz, ex-rédacteur en chef de *24 heures*, a présenté le livre *Le français, notre maison* qu'il s'est fait un plaisir d'offrir à Elisabeth Baume-Schneider, présidente de la Conférence intercantonale de l'instruction publique, qui dirigeait ces festivités.

Pour commander cet ouvrage: brosazza@bluewin.ch

De gauche à droite: Daniel Favre, président de l'ASJLF, Elisabeth Baume-Schneider, présidente de la CIIP et Jean-Marie Vodoz.
(Photo Molliet)

La chronique du linguiste

«Défendre une langue, c'est les défendre toutes»…

… affirme Etienne Barilier dans le petit livre Le français, notre maison (p. 33), publié aux Editions Zoé - voir dernière Alouette - par la Fondation Défense du français, son président, Jean-Marie Vodoz, relevant judicieusement que «l'outil principal de l'intelligence étant la comparaison, il n'est pas besoin de souligner qu'en respectant les autres langues, on respecte mieux la sienne» (p. 86).

Ce n'est donc pas un hasard si deux des quatorze essais de cet opuscule sont écrits dans deux autres langues nationales, à savoir l'allemand et l'italien: «Zschokke = Choqué = Jockey?» de Matthias Zschokke (p. 21-30) et «Una Finestra che si apre» de Fabio Pusterla (p. 61-70), traduits respectivement par Patricia Zurcher et Mathilde Vischer, ce qui rappelle l'importance de la traduction pour la cohésion confédérale.

D'ailleurs, plusieurs auteurs (Jean Starobinski, Marc Lamunière, Doris Jakubec) reviennent dans leurs textes sur la valeur fondamentale de cet art/vocation, ciment de l'édifice helvétique, d'autres remplissant eux-mêmes régulièrement cette mission (Etienne Barilier, Sylviane Roche).

Quant à S. Roche, la «Parisienne», elle est bien placée pour stigmatiser «la certitude de l'absolue supériorité de la France et du français», mère de «l'impérialisme ingénu et sans complexe», de «la bonne conscience coloniale que l'on rencontre encore trop chez les Français, et même dans les instances chargées de défendre et promouvoir la francophonie» (p. 50, 52). Une mentalité à laquelle font du reste allusion Doris Jakubec – «la française, en bonne et due forme, sans intonation ni accent», «le langage châtié des institutrices d'autrefois» (p. 72), la «langue-geste de Ramuz» (p. 75) - mais surtout Anne-Lise Grobéty, qui se réfère aussi à Ramuz quand elle révèle «son premier état de langue», «une sorte de français, un français de plein air» (p. 37).

Ce phénomène profondément français de langue de classe, c'est-à-dire de hiérarchie du langage, n'est pas sans conséquence dans un monde où la donne a changé, comme le signale la clairvoyante Anna Lietti: «C'est que, au faîte de sa gloire, le français était la maison universelle des élites du monde civilisé. Aujourd'hui, l'anglais est celle des princes comme des va-nu-pieds de toutes provenances» (p. 15-16). L'esprit du comte de Rivarol n'ayant jamais effleuré celui de l'instrumentalisme anglo-saxon, pragmatique par excellence avec son commonwealth, ce dernier, dépourvu d'état d'âme, peut désormais en prendre à son aise avec son «money-world».

C'est pourquoi je recommanderai aux personnes un peu pressées la lecture attentive de *Ma langue dans tous ses états*, d'Anne-Lise Grobéty, dont les quelques pages (37-41) illustrent si bien le mal français, celui qui n'a malheureusement pas épargné les Romands et a largement contribué au déclin d'une langue française par trop régalienne, aristocratique et arrogante, de plus en plus déphasée dans une société vertigineusement mercantile où les apôtres élitistes de la prééminence «gallocentrique» font figure de «bellâtres Don Quichottes» passablement désorientés. Il serait donc grand temps que ceux-ci descendent de leurs augustes montures surannées, abandonnent leurs postures grandiloquentes et rejoignent la masse encore considérable de fantassins dont dispose le français sur tous les continents, ce qu'A.-L. Grobéty exprime ainsi: «N'en déplaise encore à certains, nos épices linguistiques de provinces, de Pointe-à-Pitre, au bord de son Petit Cul-de-Sac, à nos plissements jurassiques, du Poitou au Saint-Laurent, poivrent le réel avec autant de verve que celles des bords de Seine et font crépiter la langue française avec autant de ferveur et de nécessité.»

Erich Weider

P.-S. - Certes, Le français, notre maison *- préfacé par Abdou Diouf (connaisseur de Heidegger, tout comme Pierre-Alain Tâche) - aurait mérité un compte rendu détaillé, mais ne vaut-il pas mieux finalement que chacun le lise avant de se laisser influencer par les humeurs d'un quelconque recenseur?*

Dans l'œil du photographe-reporter Serge Bioley

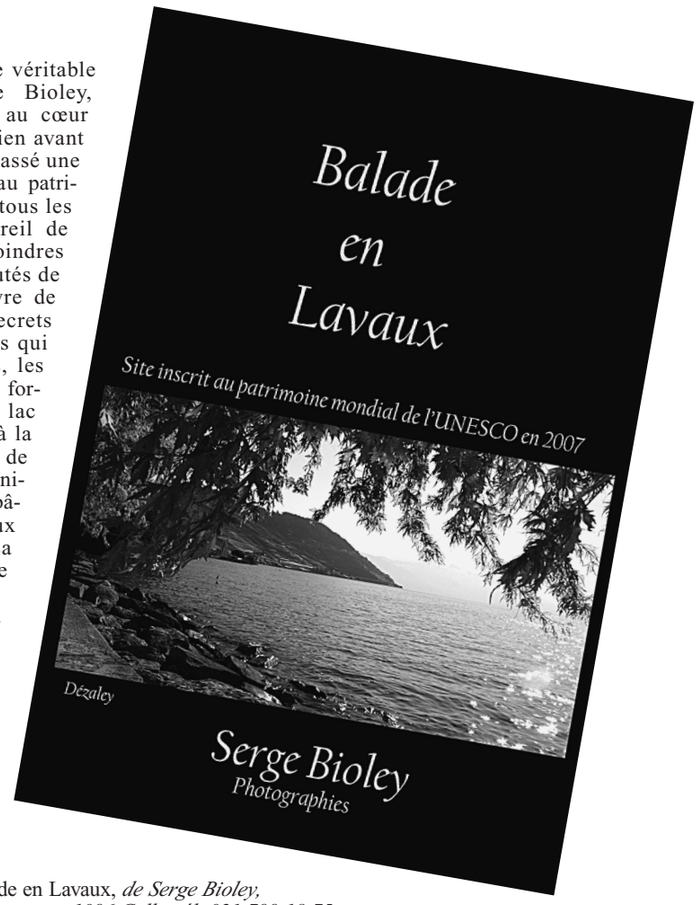
Les merveilleuses balades en Lavaux

Regard de Serge Bioley sur lui-même.

Les vignobles de Lavaux constituent une véritable passion pour le photographe Serge Bioley, membre de notre association qui vit au cœur même de ce décor fabuleux. Et cela même bien avant que ce site exceptionnel – et dans lequel il a passé une grande partie de sa vie – n'ait été inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. Il en a parcouru tous les sentiers et recoins les plus insolites, appareil de photo en bandoulière, pour en traquer les moindres secrets. Il nous fait revivre en photos les beautés de ce terroir d'exception dans un fabuleux livre de photographies. Jouant tour à tour avec les secrets du vignoble ensoleillé ou enneigé, les nuages qui le menacent, le soleil qui éblouit les vignes, les imposantes montagnes omniprésentes qui forment l'arrière-plan de ce fabuleux décor, le lac Léman et ses vagues qui frisent et ondulent à la surface des flots, les ceps, grappes et feuilles de vigne ainsi que les échalas, sentes, fleurs, animaux, arbres, portes, fenêtres, pierres et bâtisses accrochées aux pentes de ce merveilleux paysage, ses photographies sont le reflet de sa passion et de son art qui met en scène les détails ciselés et la qualité des prises de vue.

En observateur averti, Serge Bioley a saisi les paysages de Lavaux tantôt en hiver, au printemps, en été ou en automne, ce qui confère une large profondeur chromatique à ses prises de vue. Du coup, le vignoble de Lavaux prend des allures fort différentes et insolites au travers de son objectif. La lumière qui se projette sur ses compositions est extrêmement bien dosée. Elle projette des teintes chatoyantes sur les couchers de soleil, les contre-jours, les vues plongeantes ou les motifs géométriques modelés dans les parchets accrochés à la pente qui plonge dans le Léman.

A ce titre, cet ouvrage constitue un fabuleux témoin de ce merveilleux paysage que nul ne saura oublier après une pareille promenade au fil des 120 pages regroupant 140 de ses photos, la plupart inédites jusqu'ici. (cp)



Balade en Lavaux, *de Serge Bioley, Treytorrens, 1096 Cully, tél. 021 799 18 75, mobile 079 471 91 34, bioleyserge@bluewin.ch*

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.
Editeur : Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.
Téléphone 021 653 12 20.
CCP 10-3056-2 Lausanne.
Coordinateur et rédacteur en chef: Jean-Pierre Molliet.
Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.– par an.
Impression: Swissprinters Lausanne SA
Publicité: page entière: 1500 fr.;
1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;
1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).
La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Edipresse et Swissprinters

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANCAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

L'ASJLF innove

Rencontre internationale à Cully

De plusieurs côtés, il nous a été demandé d'organiser une rencontre de journalistes internationaux. Nous avons choisi une approche nouvelle en provoquant des confrontations de points de vue entre représentants de la presse américaine, européenne et africaine. But de ce rendez-vous: discuter ensemble des sujets les plus délicats de notre métier, comprendre ce qui nous est commun et ce qui, d'un continent à l'autre, nous divise aussi. La méthode: prévoir, pour cadrer chaque discussion, des brefs exposés introductifs d'hommes ou de femmes particulièrement qualifiés, puis parler librement entre nous.

Cette rencontre sans fla-flas officiels aura lieu les 18, 19 et 20 octobre. Il nous paraît nécessaire que le petit conclave de Cully, baptisé pour l'inscrire dans la durée «Cercle de journalistes francophones», donne à la profession tout entière un moyen de lutter pour une véritable diversité des langues dans les institutions internationales (à Genève, Bruxelles, New York…). Nous devrions esquisser une ou deux règles de portée universelle concernant l'indépendance des journaux et des journalistes. L'invitation a été adressée à des confrères et consœurs qui, croyons-nous savoir, ont acquis un certain poids dans leur pays. (D. F. & et J-M. V).